

ASSOCIATION MISSION LOCALE COLMAR CENTRE ALSACE

45, Rue de la Fecht

68000 COLMAR

RAPPORT

du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION MISSION LOCALE COLMAR CENTRE ALSACE

45, Rue de la Fecht

68000 COLMAR

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association Mission Locale de Colmar Centre Alsace

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale de Colmar Centre Alsace relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note Faits Caractéristiques de l'annexe aux comptes annuels « Informations complémentaires sur le bilan passif » relative à la constatation de fonds dédiés pour la subvention de l'Etat finançant les Contrat Engagement Jeunes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, ainsi que le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les subventions, les fonds dédiés et les provisions pour risques et charges .

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés au conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à COLMAR, le 02 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

ACTA EXPERTISE COMPTABLE

Damien STAEHLY

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	7 763	7 763		
Immobilisations corporelles	157 934	135 012	22 922	30 944
Immobilisations financières	15 005		15 005	15 005
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	180 701	142 774	37 927	45 949
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	7 037		7 037	
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	272 511		272 511	366 000
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	2 796 788		2 796 788	2 465 984
Caisse	428		428	350
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 076 764		3 076 764	2 832 334
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	10 708		10 708	9 581
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	10 708		10 708	9 581
TOTAL GENERAL	3 268 173	142 774	3 125 398	2 887 864
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	165 770	165 770
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	4 874	4 874
Report à nouveau	2 058 912	1 659 702
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	367 835	399 210
Situation nette (sous-total)	2 597 391	2 229 556
Subventions d'investissement		2 147
Total I	2 597 391	2 231 703
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	193 519	275 254
Total II	193 519	275 254
PROVISIONS		
Provisions pour charges	102 139	107 853
Total III	102 139	107 853
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 798	27 384
Dettes fiscales et sociales	206 551	243 170
Autres dettes		2 500
Total IV	232 349	273 054
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 125 398	2 887 864
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	232 349	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 136 006	2 128 854
Reprises et Transferts de charge	11 374	28 097
Cotisations		
Autres produits	26 690	23 759
Produits d'exploitation	2 174 070	2 180 710
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières		
Variation de stock de matières premières		
Autres achats non stockés et charges externes	509 377	414 604
Impôts et taxes	149 034	107 963
Salaires et Traitements	903 972	929 735
Charges sociales	344 663	313 310
Amortissements et provisions	19 396	42 126
Autres charges	12	
Charges d'exploitation	1 926 453	1 807 738
RESULTAT D'EXPLOITATION	247 617	372 972
Opérations faites en commun		
Produits financiers	44 706	29 567
Charges financières		
Résultat financier	44 706	29 567
RESULTAT COURANT	292 323	402 539
Produits exceptionnels	13 256	16 997
Charges exceptionnelles	10 419	9 202
Résultat exceptionnel	2 836	7 795
Impôts sur les bénéfices	9 059	6 410
Report des ressources non utilisées	275 254	270 540
Engagements à réaliser	193 519	275 254
EXCEDENT OU DEFICIT	367 835	399 210
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total des produits		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
Total des charges		

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MISSION LOCALE COLMAR CENTRE ALSACE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 125 398 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 367 835 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'objet social de l'association est de permettre l'insertion de personnes en difficulté issues des quartiers défavorisés de Colmar et environ, par le biais notamment d'aides pour le retour à l'emploi. L'association est principalement financée par les collectivités territoriales (Région, Ville de Colmar), mais également par l'Etat Français.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE :

La diminution des engagements de retraite au cours de l'exercice 2024 se chiffre à 5 714 euros. Ainsi, une provision pour indemnités de départ à la retraite est inscrite au passif du bilan pour un total de 102 139€ au 31/12/2024 (107 853 euros au 31/12/2023).

MISE A DISPOSITION GRATUITE DES LOCAUX DANS LE CADRE DES PERMANENCES EFFECTUEES POUR :

- Mairie de Merxheim
- Communauté de communes du pays de Ribeauvillé : communauté de communes du pays de Ribeauvillé
- Communauté de communes Alsace Rhin-Breisach : Volgelsheim et Fessenheim
- Communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg : communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg et Mairie d'Orbey
- Maison des services de Muntzenheim
- Communauté de communes du Centre Haut-Rhin : Médiathèque d'Ensisheim
- Communauté de communes de Munster : Maison des services de Munster
- Communauté de communes du pays de Rouffach, Vignobles et Châteaux : Maison des services de Rouffach
- L'Art' Huss à Wintzenheim

Etant donné que la Mission Locale n'est pas en mesure de valoriser l'ensemble des contributions en nature reçues, il a été décidé de ne pas les comptabiliser mais de les indiquer dans l'annexe

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN PASSIF :

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources dédiée par des tiers financeurs à des projets définis et qui n'ont pu être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard (Règlement ANC 2018-06). Le montant de ces fonds dédiés au 31/12/2024 s'élève à 193 519 euros (275 254 euros au 31/12/2023). La totalité de ces fonds dédiés de l'exercice 2024 concerne le Contrat Engagement Jeunes.

Le litige né en 2019 avec une des salariées s'est clôturé en 2024.

AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES:

Notre association est financée exclusivement par des subventions de fonctionnement et des subventions ad'hoc par projets spécifiques et provenant de fonds publics. A la date d'arrêté des présents comptes, nous notons une diminution de la dotation générale de l'ordre de 6% pour la convention Jeunes et de 20% en ce qui concerne la dotation de la Région. Toutefois, nous considérons que le critère de continuité d'exploitation et de financement de nos activités n'est pas remis en cause.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 763			7 763
Immobilisations incorporelles	7 763			7 763
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 178	7 739		8 916
- Installations générales, agencements aménagements divers	39 160		17 610	21 551
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	136 592	3 635	12 760	127 467
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	176 930	11 374	30 369	157 934
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	15 005			15 005
Immobilisations financières	15 005			15 005
ACTIF IMMOBILISE	199 697	11 374	30 369	180 701

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		11 374		11 374
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		11 374		11 374
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		30 369		30 369
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		30 369		30 369

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 763			7 763
Immobilisations incorporelles	7 763			7 763
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 178	786		1 963
- Installations générales, agencements aménagements divers	34 096	7 433	6 136	17 784
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	110 712	35 720	18 408	115 265
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	145 985	43 939	24 544	135 012
ACTIF IMMOBILISE	153 748	43 939	24 544	142 774

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 298 223 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	15 005		15 005
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	272 511	272 511	
Charges constatées d'avance	10 708	10 708	
Total	298 223	283 218	15 005
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
PRODUITS A RECEVOIR DIVERS	267 827
INTERETS COURUS A RECEVOIR	4 319
Total	272 146

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	165 770				165 770
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	4 874	399 210		399 210	4 874
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	1 659 702		399 210		2 058 912
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	399 210	-399 210	367 835		367 835
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	2 229 556		767 045	399 210	2 597 391
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 147			2 147	
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 231 703		767 045	401 356	2 597 391

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	107 853		5 714		102 139
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	107 853		5 714		102 139
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			5 714		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 232 349 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 798	25 798		
Dettes fiscales et sociales	206 551	206 551		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	232 349	232 349		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNIS. -FACTURES NON PARV.	16 690
DETTES PROVIS. CONGES A PAYER	62 461
DETTE PROVIS. CET	6 563
AUTRES CHARGES PERSON. A PAYER	26 000
CHARGES SOC. S/CONGES A PAYER	23 361
CHARGES SOC. S/ CET	2 455
ETAT CHARGES A PAYER	14 831
Total	152 361

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	10 708		
Total	10 708		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 284 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Le mandat du commissaire aux comptes SECAL est arrivé à expiration et n'a pas été renouvelé. Il a été remplacé par le cabinet d'audit ACTA.

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 584 702	551 304			2 136 006
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			2 146			2 147
						2 138 153

Autres informations

Fonds dédiés

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
CEJ	275 254	275 253	275 253		193 519	193 519	193 519
Total	275 254	275 253	275 253		193 519	193 519	193 519